

Groupe
DEVERNOIS



RAPPORT SEMESTRIEL FINANCIER
AU 30 JUIN 2010

SOMMAIRE

A/ Attestation de Responsabilité	P 3
B/ Rapport semestriel d'activité du groupe DEVERNOIS	P 3
C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2010	P 10
D/ Le compte de résultat consolidé du groupe	P 12
E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2010	P 13
F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2009	P 14
G/ Notes annexes aux comptes consolidés condensés du groupe	P 14

A/ Attestation de Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1er semestre 2010 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Thierry Brun

Président du Directoire

B/ Rapport semestriel d'activité du Groupe DEVERNOIS

(Etabli par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2010)

Les comptes semestriels condensés consolidés au 30 juin 2010 ont été établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur, conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, et suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

L'impact des normes et interprétations d'application obligatoire en 2010 se décompose comme suit :

- La norme IAS 1 révisée, appliquée à compter de 2009 n'a d'impact que sur la présentation des états financiers.
- Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société n'est pas en mesure de diffuser l'étude sectorielle préconisée dans la mesure elle n'a pas d'outils en interne à sa disposition.

Les méthodes comptables arrêtées en 2005, pour tenir compte des différentes évolutions réglementaires, ont été appliquées sans changement aux comptes condensés semestriels au 30 juin 2010. Toutefois, nous attirons votre attention sur les points figurant dans l'annexe page 6, note 1.4 concernant la dépréciation des fonds de commerce, page 8, note 1.8 concernant les engagements de retraites et assimilés, décrivant les adaptations apportées aux méthodes et estimations pour l'établissement des comptes condensés.

Le périmètre de consolidation du groupe n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2009.

I - ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE

Avec 21 046 K€ de chiffre d'affaires consolidé, le groupe enregistre sur le semestre 2010 un recul de ses ventes de 7.7 % par rapport au premier semestre 2009. Cette diminution des ventes est surtout liée à la poursuite du recul de l'activité de gros déjà évoqué dans nos communications de l'année 2009 avec une réduction sur cette activité de 18.1%. Cependant, cette baisse d'activité constatée sur le premier semestre de l'année 2010 devrait être stoppée sur le second semestre compte tenu d'un carnet de commande de l'hiver légèrement supérieur à celui de l'année dernière. Ainsi, notre activité de gros sur l'année 2010 devrait s'améliorer de manière significative par rapport à celle du premier semestre.

Notre activité de Gros se situe à un montant semestriel de 3 597 K€ contre 4 396 K€. Cette baisse de l'ordre de 800 K€ des volumes se décompose en :

- > Une baisse de 500 K€ sur l'activité CEE dont 250 K€ sur la France.
- > Une baisse de 300 K€ sur l'activité export hors CEE

Notre activité de gros au 30 juin 2010 représentait 17,1% de notre chiffre d'affaires consolidé contre 19,3% au 30 juin 2009.

Le secteur de la distribution représente donc 82.9% de notre chiffre d'affaires contre 80.7% en 2009.

Sur le premier semestre 2010, le secteur de la distribution a connu une régression de 5.2% de son chiffre d'affaires par rapport à fin juin 2009. Cette diminution est répartie globalement sur l'ensemble des pays où nos magasins sont présents (France, Belgique, Espagne...). A périmètre constant, notre chiffre d'affaires de la distribution subit une décroissance de l'ordre de 5 % lorsque les chiffres du marché du prêt-à-porter féminin annoncent sur le premier semestre un recul de 3.5 % des ventes par rapport à l'année 2009 (source FEH). Il faut cependant noter que la distribution du Groupe après avoir connu des premiers mois difficiles (-8.1% au premier trimestre 2010 par rapport à 2009) se redresse sur le second trimestre 2010. Les chiffres du début du second semestre 2010 montrant une bonne tendance, comme nous le détaillons dans les perspectives, nous devrions voir une poursuite de la réduction des écarts entre 2010 et 2009 pour la suite de l'année et en tous cas sur le troisième trimestre 2010.

Le groupe n'a pas procédé en France à des évolutions de périmètres. Seules deux cessions de fonds ont eu lieu en Belgique et Espagne sur le premier semestre alors qu'au Portugal des changements de site ont été effectués ne modifiant pas cependant le périmètre en nombre de magasins.

A fin juin 2010, le réseau intégré représentait en France 83 succursales dont 5 stands en grands magasins, 21 affiliés, et à l'export (Espagne, Portugal, Suisse, Belgique et Luxembourg) 39 succursales dont 16 stands en concession Grands Magasins Innos et 3 affiliés.

II - ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

1. BILAN

1.1 Actifs

1.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 38 389 au 31/12/09 à 37 886 au 30/06/10.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 36 757 K€ au 30/06/10 contre 37 262 K€ au 31/12/09.

Sur le premier semestre 2010, nous n'avons pas eu d'acquisitions de fonds ou d'investissements importants mais des cessions de deux fonds en Espagne et Belgique ayant généré des plus et moins value se compensant en consolidation.

L'impact d'une éventuelle dépréciation sur les fonds de commerce liée à la crise économique actuelle n'a pas été appréhendé et les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2009. En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation.

Les immobilisations financières sont en légère augmentation depuis le 31/12/09 et représentent une valeur de 1 047 K€.

1.1.2 Actif courants

Les stocks nets passent de 8 872 K€ au 31/12/09 à 9 093 K€ au 30/06/10. Cette variation est expliquée essentiellement par la politique du Groupe concernant ces stocks et la volonté de ne pas trop s'engager dans un contexte économique difficile. Les stocks sont donc à un niveau relativement équivalent à ceux de fin 2009 et restent cependant toujours impactés par des saisons antérieures (Eté et hiver 2009) ayant fait l'objet de nombreux retours, par ailleurs provisionnés. Le groupe travaille toujours à l'écoulement de ces pièces via des réseaux différenciés (internet, ventes publiques...) pour valoriser au mieux ces anciens stocks. Néanmoins, l'ambition du groupe est de réduire ces anciens stocks de manière drastique en diminuant au maximum les approvisionnements initiaux tout en favorisant des circuits de réassort plus courts pour pallier les éventuels besoins de marchandises par la suite. Cette organisation a permis sur l'été 2010 de réduire de manière significative le montant de ces retours malgré un chiffre d'affaires plus faible. Il n'existe donc pas de risques significatifs en matière de stocks par rapport à l'année précédente.

Les comptes clients et comptes rattachés en valeur nette passent au 31/12/09 de 1 618 K€ à 1 069 K€ au 30/06/10 traduisant précisément la baisse du chiffre d'affaires de l'activité de gros sur la saison été 2010 notamment.

Le groupe précise qu'il n'y a pas à ce jour de risques plus importants qu'auparavant dans les créances précitées. On notera de plus que l'adaptation des règles de paiements pour suivre les préconisations de la loi LME, non sans poser de soucis à certains de nos clients, a entraîné une réduction de nos créances clients sur la France notamment. Néanmoins, cette adaptation va créer un certain déséquilibre dans la trésorerie de ceux-ci dans les mois à venir et risque peut être d'accroître leurs difficultés de règlement.

La trésorerie nette à la fin du semestre 2010 est de 5 521 K€ contre 5 038 K€ au 31/12/09 et 3 479 K€ à fin juin 2009. La réduction importante du besoin en fonds de roulement, notamment liée à la réduction des stocks et à une politique de marge plus contrôlée, a conduit à l'amélioration significative de la trésorerie nette du groupe.

II.2.1 Passifs

II.2.1.a Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières du groupe, en baisse de 29 % sur le semestre, représentent 2 046 K€ à fin juin 2010 contre 2 905 K€ à fin décembre 2009, soit respectivement 5.2 % des capitaux propres au 30 juin 2010 et 7.4 % au 31 décembre 2009.

II.2.2 Passifs courants

II.2.a Fournisseurs

Le poste fournisseur passe d'une valeur nette de 4 490 K€ au 31/12/09 à 5 667 K€ au 30/06/10 (4 815 K€ au 30/06/09 pour période comparable).

La hausse de ce poste est à mettre en corrélation avec la volonté de mettre à disposition plus rapidement qu'en 2009 les nouvelles collections en boutique ce qui se traduit par une anticipation des livraisons fournisseurs et donc un encours provisoirement plus important.

II.2.b Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 875 K€ au 31/12/09 à 757 K€ au 30/06/10. Les dotations concernent des litiges opposant la société à des bailleurs sur les conditions de renouvellement des baux suite à des demandes de déplafonnement de loyers, des litiges sociaux, et les provisions pour indemnités de fin de carrière. La diminution des provisions pour litiges est due à la résolution de contentieux commerciaux, suite à des jugements favorables rendus au cours du 1er semestre 2010.

2. RESULTAT

Chiffre d'affaires 1er semestre

Par Réseau, en K €	2010	%	2009	%	Variation
Multimarques	2 475	11,76%	2 666	11,69%	-7,17%
Franchises	943	4,48%	1 431	6,28%	-34,09%
Grands Magasins	-23	-0,11%	37	0,16%	-160,48%
Fin de série et Divers	221	1,05%	281	1,23%	-21,23%
Escompte	-21	-0,10%	-20	-0,09%	4,60%
Sous Total Gros	3 597	17,09%	4 396	19,27%	-18,18%
Succursales	15 898	75,54%	16 739	73,38%	-5,02%
Affiliés	1 551	7,37%	1 675	7,34%	-7,42%
Sous Total Distribution	17 449	82,91%	18 414	80,73%	-5,24%
Total Consolidé	21 046	100,00%	22 810	100,00%	-7,73%

L'activité du premier semestre 2010 a été très contrastée et marquée par deux périodes d'évolution. Une première période coïncidant avec le premier trimestre enregistre un recul du chiffre d'affaires très important notamment sur la distribution (-8%) et le gros (-14%), suivi d'une seconde période montrant une amélioration significative des chiffres de la distribution et correspondant au second trimestre. Le ralentissement constaté de 8% sur le premier trimestre est revenu à -2% sur le second trimestre avant de basculer positivement sur les deux mois d'été 2010.

Conscient de l'impossibilité de connaître avec précision le comportement des consommateurs dans ces périodes d'incertitude, le groupe a délibérément limité ses engagements en stock sur la saison été 2010 ce qui lui a permis, malgré un chiffre d'affaires en retrait de 7.7%, de réduire de manière significative sa provision pour retour de résiduels de l'ordre de 700 ke sur les comptes sociaux de la société mère.

Les consommations représentent 23% du chiffre d'affaires à fin juin 2010 contre 22% à fin juin 2009. Cette évolution est liée à la composition de la saison intégrant plus de produits négoce à un prix d'achat plus élevé par rapport aux matières premières. Lorsque l'on retrace la sous-traitance liée à l'activité dans les consommations, le ratio de consommation est de 25% pour les deux années, preuve qu'il n'y a pas de dégradation de la marge opérationnelle du groupe sur 2010.

Les charges de personnel du groupe passent de 30.2% du CA à fin juin 2009 contre 30.4% fin juin 2010. La stabilité de ce ratio malgré un chiffre d'affaires en recul provient de la réduction importante de la masse salariale brute, notamment sur la maison mère, obtenue suite aux plans d'actions de 2009 visant à ne pas remplacer les départs à la retraite et au plan de licenciement économique ayant touché les secteurs de production en milieu d'année 2009.

Les charges externes diminuent et passent de 8 134 K€ à 7 886 K€ à fin juin 2010. Cette baisse de l'ordre de 3% des charges externes provient de la réduction de la sous-traitance sur la société mère compte tenu de l'évolution de notre mix-produit et dans une moindre mesure dans la réduction de certains autres coûts (honoraires, commissions ...).

Les dotations aux provisions sont en retrait de 200 K€ par rapport à l'année 2009 du fait d'une meilleure maîtrise de nos résiduels de l'été 2010 comme nous l'avons expliqué précédemment.

La marge opérationnelle courante baisse de 25 % passant de 1 043 K€ fin juin 2009 à 786 K€ fin juin 2010. Ainsi, malgré une baisse de chiffre d'affaires de l'ordre de 1 800 K€ qui aurait dû se traduire par une baisse de marge et donc de résultat de l'ordre de 1 300 K€, la marge opérationnelle résiste plutôt bien et recule seulement de 250 K€ grâce à une maîtrise sérieuse des coûts d'exploitation.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à - 187 K€ au 30 juin 2010 contre 339 K€ au 30 juin 2009. Nous rappellerons qu'en 2009, ce chiffre était anormalement dégradé du fait de 225 K€ de moins value constatée sur la vente d'un fond de commerce situé à Nantes.

Le résultat opérationnel passe de 704 K€ au 30.06.2009 à 599 K€ au 30.06.10.

Le résultat financier s'apprécie de manière significative et augmente de 467 K€. Sur 2010, les taux de change du dollar (monnaie d'achats du groupe) et du franc Suisse (monnaie de vente du groupe) ont connu des évolutions favorables générant entre autre des effets de change positifs mais aussi des écarts de conversion passifs intégrés en consolidation dans les résultats financiers.

Le résultat net après impôt passe de 282 K€ en Juin 2009 à 482 K€ en Juin 2010.

III - FACTEURS DE RISQUES :

3.1 Le risque sur les devises :

La société est exposée à des risques de change en raison de ses transactions en monnaies externes à la zone euro. Les monnaies concernées sont essentiellement le dollar pour les achats de marchandises et la livre sterling et le franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place depuis de nombreuses années et les besoins annuels en dollar sont couverts par des contrats de change à terme. A la fin du premier semestre 2010, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 4 336 K\$ à des taux compris entre 1.24 et 1.40 dollar pour un euro alors que le cours du dollar au 30 juin 2010 était de l'ordre de 1.22. Ces couvertures nous permettent de couvrir nos besoins jusqu'en septembre 2011.

Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couvertures de change. Une exception a été faite pour la livre Sterling où une couverture de 200 K£ sera effective au début du second semestre 2010 du fait d'une possible augmentation des volumes commerciaux avec le Royaume Uni.

3.2 Le risque lié aux taux des emprunts et aux placements :

La politique de la société en terme d'emprunts (relatif notamment aux acquisitions de nouveaux fonds de commerce) est volontairement sécurisée par un recours systématique à des taux fixes. Tous les emprunts effectués sur le Groupe depuis un an l'ont été à des taux fixes négociés sur les bases des taux bancaires existants au moment du besoin financier. La société n'a pas contracté de nouveaux emprunts sur le premier semestre 2010.

Concernant les placements de trésorerie, ceux-ci sont essentiellement liés à des placements allant de 1 à 3 mois sur des taux fixes négociés au départ du placement. Les revenus de ces placements sont donc connus et maîtrisés dès la mise de fonds. A fin juin, le groupe avait un placement en DAT de 1 million d'euro qui sera débloqué dans le courant du mois de juillet 2010.

3.3 Le risque lié aux évènements exceptionnels :

Dans le courant de l'année 2008, la société a procédé à un audit des ses contrats d'assurances afin de remettre à jour les conditions de prise en charge des sinistres et des franchises relatives à ceux-ci. Une étude de valorisation des actifs a été faite sur le début de l'année 2009 par un cabinet d'experts afin que les capitaux assurés soient bien en adéquation avec le risque supporté par l'entreprise en cas de sinistre particulier.

La société n'a connu aucun sinistre important sur le premier semestre 2010 et le montant des primes annuelles restent largement en deçà des sinistres annuels déclarés.

Les usages de la profession préconisent une étude des valeurs de biens tous les 5 ans environ en matière d'assurances s'il n'y a pas de changement substantiel des actifs de la société.

3.4 Les risques juridiques :

Dans l'activité de la société, le développement repose sur la créativité et le respect lié à la propriété intellectuelle. L'insuffisante application des lois internationales et l'évolution permanente des fraudeurs dans leur pratique exposent de plus en plus la société à des risques de copies et plagiats dans le monde. Néanmoins, la société engage systématiquement des poursuites lorsqu'elle a connaissance de l'atteinte de ses droits et qu'elle considère le préjudice significatif.

La société travaille en partenariat avec des cabinets de dépôts des marques, de juristes ou d'avocats pour régler les litiges. A ce titre, il n'y a pas eu de litiges exceptionnels apparus sur le premier semestre 2010.

3.5 Les risques financiers liés aux marchés :

La société suit particulièrement en période de crise les encours de ces clients hors groupe (5% des encours totaux de la société mère) avec un service interne de crédit management couplé à une assurance crédit notamment pour ses clients étrangers. A la fin du premier semestre 2010, la société n'a pas constaté de dégradation importante de ses créances clients par rapport à l'année précédente même si une provision complémentaire de 25 K€ a été intégrée dans les comptes à fin juin 2010.

IV - PERSPECTIVES DU 2ème SEMESTRE 2010

Les tendances observées depuis le début du deuxième semestre 2010, comme nous l'avons dit, montre une certaine amélioration du comportement de nos ventes dans la distribution notamment. Sur les mois de Juillet et Août 2010, les performances de nos activités de gros et de distribution sont positives et devraient ramener le chiffre d'affaires consolidé de -7.7% à -3.5% du chiffre d'affaires 2009. Pour la première fois depuis plusieurs saisons, le carnet de commande de l'activité de gros de l'hiver 2010 est légèrement supérieur à celui de l'année 2009.

Malgré un mois de septembre dont l'entame reste encore sur une bonne dynamique, le groupe ne peut pas se prononcer sur une prévision de chiffre d'affaires sur le second semestre. Les écarts de comportement de la distribution d'un mois sur l'autre depuis janvier 2010 comparés avec 2009 sont tels qu'il est impossible de mesurer une tendance longue dans le comportement d'achat de nos clientes.

V - PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle transaction entre les parties liées au cours du 1er semestre 2010, qui ait influencé significativement la situation financière ou les résultats consolidés du groupe. Les transactions décrites dans le rapport annuel au 31 décembre 2009 avec la société holding HSTB se sont poursuivies dans les mêmes conditions.

C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2010

ACTIF	30/06/2010	31/12/2009	REF ANNEXE
Actifs non courants	37 886	38 389	
Immobilisations incorporelles	29 211	29 282	note 11
Immobilisations corporelles	7 546	7 980	note 12
Immeubles de placement	-	-	
Immobilisations financières	1 047	1 018	note 13
Autres actifs financiers disponibles à la vente (TIAP)	-	-	
Impôts différés actifs	82	109	note 14
Actifs courants	19 204	17 417	
Stocks	9 093	8 872	note 16
Acomptes et avances	13	7	
Clients et comptes rattachés	1 069	1 618	note 15
Autres créances et comptes de régularisation	1 737	1 882	note 17
Trésorerie	7 292	5 038	note 18
TOTAL GENERAL	57 090	55 806	

PASSIF	30/06/2010	31/12/2009	REF ANNEXE
Capitaux propres	38 800	39 449	note 19
Capital social	2 300	2 300	
Primes d'émission	7 477	7 477	
Ecart de réévaluation	105	105	
Réserves légales	230	230	
Réserves réglementées			
Autres réserves	28 170	28 950	
Ecart de conversion	36	23	
Résultat de l'exercice	482	364	
Intérêts minoritaires	-	-	
Passifs non courants	3 972	5 045	
Emprunts et dettes financières LT (plus d'un an)	2 046	2 905	note 22
Impôts différés passifs	1 926	2 140	note 23
Provisions pour risques et charges long terme	-	-	
Autres passifs non courants (dont participation des salariés)	-	-	note 23
Passifs courants	14 318	11 312	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 667	4 490	note 24
Emprunts et dettes financières CT (moins d'un an)	2 341	2 070	note 22
Comptes bancaires créditeurs	1 718	6	note 22
Dettes fiscales et sociales courant	-	-	note 24
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 835	3 871	note 24
Provisions pour risques et charges courantes	757	875	note 20
TOTAL GENERAL	57 090	55 806	

D/ Le compte de résultat consolidé du groupe

	6/30/2010	6/30/2009	REF ANNEXE
Chiffre d'affaires	21 046	22 810	note 4
Production stockée-immobilisée	49	-397	
Produits opérationnels courant	21 095	22 413	
Achats consommés	-4 878	-5 020	
Charges de personnel	-6 345	-6 898	
Charges externes	-7 886	-8 134	
Impôts et taxes	-465	-602	
Dotations aux amortissements	-1 358	-1 637	
Dotations aux provisions nettes	643	867	
Charges d'exploitation nettes	-20	54	note 7
Charges opérationnelles courant	-20 309	-21 370	
Marge opérationnelle courant	786	1 043	
Autres produits et charges opérationnels	-187	-339	note 8
Résultat opérationnel	599	704	
Produits nets de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	12	32	
Charges de financement	-106	-142	
Coût de l'endettement financier net	-94	-110	note 9
Autres produits et charges financiers	380	-71	
Résultat financier	286	-181	
Charges d'impôt	-403	-241	note 10
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	482	282	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat consolidé net	482	282	
Part du groupe	482	282	
Part des minoritaires	0	0	
Résultat par action	2	1	

E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2010

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE		
En Euros	6/30/2010	12/31/2009
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	482	364
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :		
- provisions à caractère de réserve	-117	-189
- changement de méthode valorisation et provision/stock	0	-420
- amortissements	1 358	3 229
- provisions sur fonds de commerce	-22	146
- autres produits à caractère de réserves	-144	-300
- impôts différés	-138	278
- plus-values de cessions, nettes d'impôt	154	190
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 573	3 298
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 934	4 922
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 507	8 220
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisition d'immobilisations	-1 283	-2 469
Cessions d'immobilisations nettes	268	428
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 015	-2 041
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 047	-1 047
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Souscription d'emprunts		750
Remboursement d'emprunts	-916	-2 124
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 963	-2 421
Variation de trésorerie	529	3 758
Incidence des variations des cours des devises	12	-1
Trésorerie d'ouverture	5 037	1 278
Trésorerie de clôture	5 578	5 037
Variation de trésorerie	553	3 758
Vérifications	0	0

F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2010

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Incidence affectation des résultats				-683		-364	-1 047
Autres mouvements				-96	13	482	399
Situation au 30,06,2010	2 300	7 477	105	28 401	36	482	38 801

NOTE 1 : Principes comptables

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés annuels 2009 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 Juin 2010 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que s'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS nécessaire à la préparation des comptes consolidés annuels. Les comptes du 30 Juin 2010 doivent donc être lus en relation avec les états financiers du 31 Décembre 2009. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2009.

G-1. Consolidation

Les sociétés dans lesquelles DEVERNOIS SA exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 Juin 2010 et ont tous une durée de 6 mois.

G-2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers de la succursale étrangère de la société Italie 6 ont été convertis selon la méthode du cours de clôture à l'exception des capitaux propres qui ont été convertis au cours historique.

Par mesure de simplification, et par le fait que la société concernée, Italie 6, a un impact mineur sur les postes du compte de résultat consolidé, les opérations de résultat sont converties à un taux de clôture. La variation du Franc Suisse par rapport à l'euro en 2009 n'induit pas d'incidence significative de cette pratique.

G-3. Chiffre d'affaires

F-3.1. Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- un réseau 298 multimarques et de 17 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- un réseau de grands magasins organisés au niveau national (présence dans 5 magasins Printemps et magasins Galeries Lafayette) organisé sous forme généralement de concessions.

G-3.2. Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 122 points de vente en Europe. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs, avec des flag-ship dans plusieurs grandes villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève, Zurich, Luxembourg). Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back office logistique, des systèmes d'informations et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

G-3.3. Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 29 points de vente ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept. Ce développement commercial a été choisi pour la maîtrise qu'il permet en matière de gestion des stocks et de rotation des collections.

G-4. Immobilisations incorporelles : Fonds de commerce et droits au bail - Dépréciation

La méthode de dépréciation des fonds de commerce, par référence à leur valeur de marché, reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice et période semestrielle précédents.

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail.

Cette valeur, considérée comme valeur vénale, est utilisée pour les tests de dépréciation lors de l'arrêté des comptes semestriels destinés à la consolidation et pour l'arrêté annuel. Compte tenu du contexte économique actuel l'impact d'une éventuelle dépréciation n'a pas été appréhendé.

G-5. Actifs et passifs financiers

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 Juin 2010. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de «premier entré, premier sorti».

Au 30/06/2010 il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.

A la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.

Au 30 juin 2010, aucune provision n'a été constituée.

G-6. Stocks

Afin de pouvoir réaliser un inventaire permanent mensuel, simplifier les procédures d'obtention des valorisations des stocks et raccourcir les délais de production des comptes mensuels, la société a développé depuis plusieurs mois un module automatique de valorisation des stocks basés sur sa GPAO.

Cette nouvelle méthode, testée depuis 30 mois à chaque clôture trimestrielle afin de mesurer l'évolution des écarts éventuels a été appliquée à compter de la clôture du 30 juin 2009. A ce titre, les stocks seront maintenant valorisés selon la procédure suivante :

- Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation.
- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au prix réel pondéré, c'est-à-dire au prix unitaire où la matière a été achetée, chaque pièce de tissu ou chaque carton ayant fait l'objet d'une facture saisie en GPAO rattachée à une saison. Au cas où une matière ne serait pas liée à un achat (régularisation de stock), la valorisation s'opère sur la base de la gamme de fabrication.

Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

- Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels de l'exercice. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente.

G-7. Impôts

La charge d'impôt sur le résultat semestriel a été calculée à partir des impôts courants et des impôts différés relatifs à chaque entité.

Les taux d'imposition retenus pour le semestre sont :

- pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2009, soit 33,33 %.
- pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2009, soit 33,99 %.
- pour Italie 6, le taux légal pour 2009, soit 35%.
- pour Devernois Espana, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Luxembourg, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Portugal, aucune fiscalité n'est retenue.

G-8. Engagements de retraites et assimilés

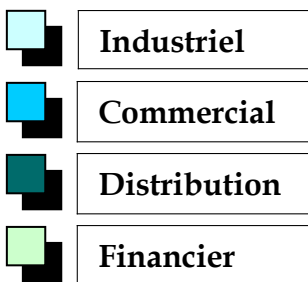
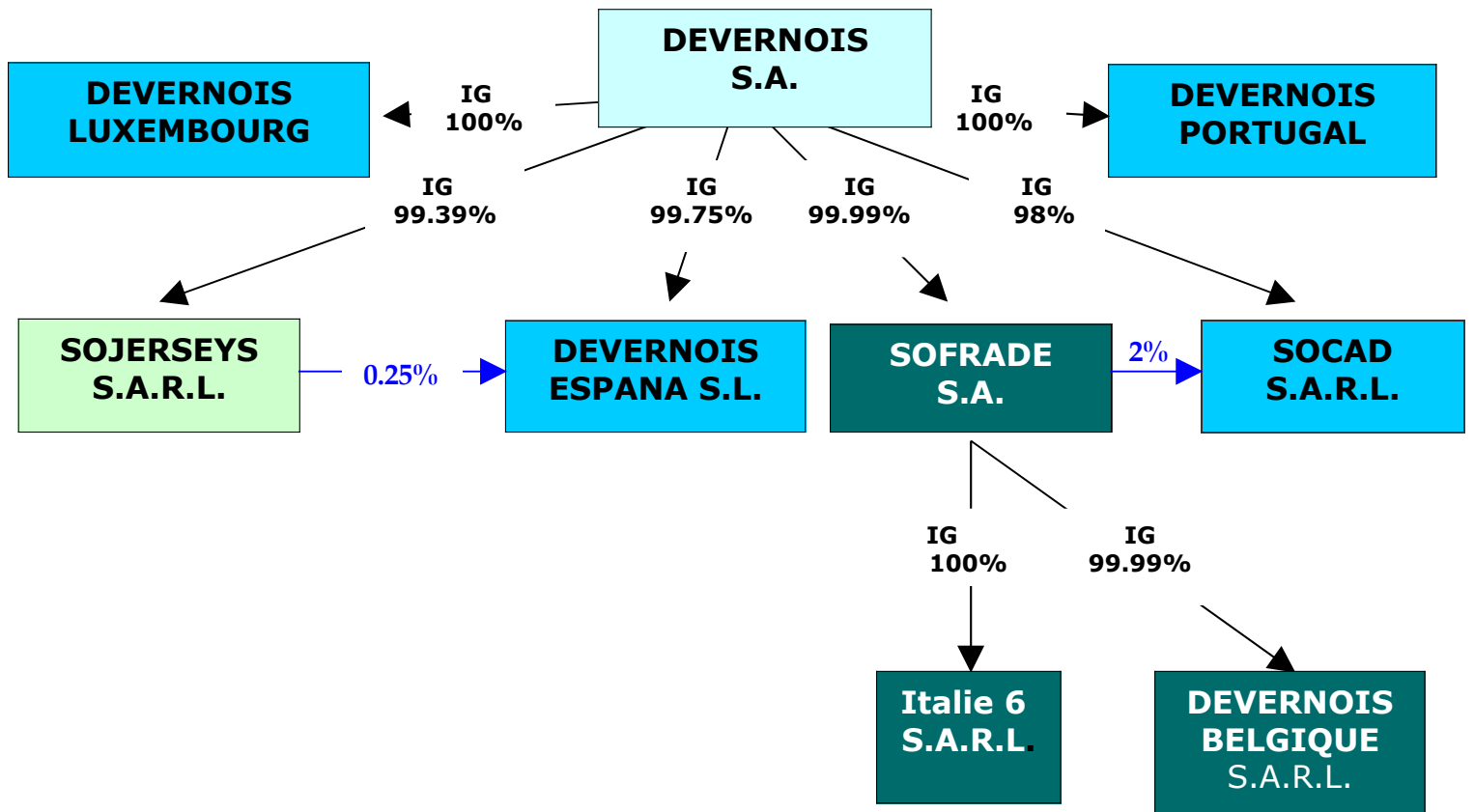
La méthode d'estimation des engagements de retraite et assimilés reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice précédent.

Toutefois, depuis le 30/06/2008 et afin d'accélérer la production des comptes condensés semestriels, les engagements de retraites et assimilés sont estimés sur la base du calcul au 31/12 précédent, majoré d'un taux, fixé à 3% au 30/06/10. La structure sociale du groupe n'a pas subi de modification significative au 1er semestre 2010, et la direction estime donc que ce changement d'estimation comptable n'a pas d'incidence significative sur les comptes condensés semestriels.

G-9. Titres d'autocontrôle

A l'heure actuelle, le groupe ne détient pas de titres d'autocontrôle.

Note 2. Périmètre de consolidation



2.2. Evolution significative du périmètre en 2010

La société LUXXL est entrée dans le groupe au cours du 1^{er} semestre 2010 mais elle n'a pas été consolidée au 30 Juin 2010 du fait de sa très faible activité.

2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

NEANT

NOTE 3. Information sectorielle

En application de l'IFRS 8 «Informations sectorielles», le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Les relations commerciales inter-activités ont été analysées et ne représentent pas des montants significatifs. Pour cette raison, elles n'ont pas été retraitées pour la présentation sectorielle.

NOTE 4. Chiffre d'affaires

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Ventes de biens	20 883	22 612
Prestations de services	163	198
Total	21 046	22 810

Compte de résultat 30/06/2010	30/06/2010	Détaillants	Boutiques	Affiliés	Non affecté
Chiffre d'affaires	21 046	3 564	16 120	1 329	33
Marge opérationnelle	786	213	166	375	32
Résultat sectoriel	599	213	-21	375	32
Résultat financier	286	0	0	0	286
Charges d'impôt	-403	0	0	0	-403
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence					
RESULTAT CONSOLIDE NET	482	213	-21	375	-85

NOTE 5. Effectif

L'effectif à la date d'arrêté des comptes s'établit ainsi :

	30/06/2010	30/06/2009
Cadres	86	89
ETAM	254	258
Ouvriers	36	38
Total	376	385

Note 6. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Frais de collection	348	549
Autres immobilisations incorporelles	2 389	2 218
Matériel	4 690	4 353
Autres immobilisations corporelles	10 246	7 764
Total	17 673	14 884

Note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Autres produits	74	150
Autres charges	(94)	(96)
	(20)	54

Note 8. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des événements exceptionnels.

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Autres produits	362	131
Autres charges	(549)	(470)
	(187)	(339)

Note 9. Charges de financement

Les charges de financement s'élèvent à 106 K€ contre 142 KE au 30 Juin 2009.

Note 10. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 541 KE .

La charge d'impôt différé à été estimée à -138 K€.

L'activation des déficits d'un montant de 186 K€ concerne uniquement Devernois Belgique, pour laquelle les déficits sont indéfiniment reportables.

Note 11. Immobilisations incorporelles

Brut	Valeurs Brutes 30/06/2010	Valeurs Brutes 30/06/2009
Frais d'établissement		
Frais de collection		
Concessions, brevets, licences	578	800
Fonds commercial	2 990	2 959
Autres immobilisations incorp	31 383	31 882
Avances et acomptes	461	512
Total Valeurs	35 412	36 153

Amortissements	Cumulés 30/06/2010	Cumulés 30/06/2009
Frais d'établissement		
Frais de collection		
Concessions, brevets, licences	348	549
Fonds commercial	2 389	2 218
Avances et acomptes		
Total Amortissements	2 737	2 767

Note 12. Immobilisations corporelles

Brut	Valeurs brutes 30/06/2010	Valeurs Brutes 30/06/2009
Terrains		
Constructions	465	465
Installations techn. mat. outill.	4 088	4 067
Autres immobilisations	6 350	6 294
Immobilisations en cours	11 691	11 813
Avances et acomptes	32	14
Total Valeurs	22 626	22 653

Amortissements	Cumulés 30/06//2010	Cumulés 30/06//2009
Constructions		
Installations techn. mat. outill.		
Autres immobilisations	2 034	1 927
Immobilisations en cours	4 690	4 353
Avances et acomptes	8 211	7 764
Total Amortissements	14 935	14 044

Note 13. Immobilisations financières

Brut	Valeurs brutes 30/06/2010	Valeurs brutes 30/06/2009
Autres titres immobilisés		
Prêts	29	4
Autres immob. financières	1 018	877
Total Valeurs	1 047	882

Note 14. Autres actifs non courants

Ces actifs concernent les créances d'impôt pour un montant de 82 K€

Note 15. Créances de financement

Néant.

15.1. Montant des créances douteuses

	30/06/2010	30/06/2009
Clients et comptes rattachés brut	1 581	2 075
Provision pour clients douteux	(512)	(520)
Montant net	1 069	1 555

15.2. Evolution des provisions pour créances douteuses

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Dotation créances douteuses	(109)	(84)
Reprise créances douteuses	84	74
Pertes sur créances irrécouvrables	(26)	8
Rentrées sur créances amorties		
Total	51	(2)

Note 16. Stocks

	30/06/2010	30/06/2009
Matières premières	833	1 419
Produits en cours	0	0
Produits intermédiaires et finis	4 222	5 089
Marchandises	6 511	6 852
Avances et acomptes		
Total valeur brute	11 566	13 360
Provisions pour dépréciation	2 473	2 909
Total valeur nette	9 093	10 451

Note 17. Autres débiteurs

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Autres créances	862	855
Charges constatées d'avance	875	755
Total	1 737	1 610

Note 18. Trésorerie

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Placements (VMP)	53	773
- dont provisions		
Comptes courants bancaires et caisses	7 239	3 480
Total	7 292	4 253

Note 19. Capitaux propres

19.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

19.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2009	2 300	7 477	105	29 180	23	364	39 449
Incidence affectation des résultats				-683		-364	-1 047
Autres mouvements				-96	13	482	399
Situation au 30.06.2010	2 300	7 477	105	28 401	36	482	38 801

	N	N-1 31/12/2009
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Résultat net	482	364
Ecart de conversion des filiales étrangères selon IAS 21	13	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises selon IAS 39		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente conformément à IAS 39 (1)		-420(1)
Réévaluation des immobilisations sur option conformément à IAS 16 & 38	-96	-200
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies sur option conformément à IAS 19		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence, IAS 28 & 31		
Impôts conformément à IAS 12 (si montants précédents (1) non présentés nets d'impôts)		
Total des gains & pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-83	-620
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
- dont part du groupe	399	-256
- dont part des intérêts minoritaires		

(1) Les 420 k€ correspondaient à un changement de méthode de l'évaluation des stocks et provisions sur stocks ils ont été comptabilisés en moins des capitaux propres au 1er janvier 2009 conformément aux principes comptables.

Note 20. Provisions

20.1. Détail des provisions

	Valeur au 30.06.2010	Valeur au 30.06.2009
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. pour indemnités de fin de carrière	394	444
. pour litiges	82	105
. pour autres risques		
. pour autres charges	281	277
Sous-Total	757	826
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT		
. sur stocks et en-cours	2 473	2 909
. sur comptes clients	512	520
. sur autres créances	14	16
. sur disponibilités	0	0
Sous-Total	2 999	3 445
PROVISION POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE		
. sur terrain	144	144
. sur fonds	3 466	3 599
Sous-Total	3 610	3 743
Total	7 366	8 014

Provisions pour litiges :

Ces provisions concernent des litiges à caractère commercial et des litiges à caractère social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 21. Engagements de retraites et assimilés

21.1. Engagements de retraites

21.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 4.5 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère.
- Âge conventionnel de départ : 65 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

Pour les comptes condensés au 30/06/2010, les engagements de retraites calculés au 31/12/2009 selon les hypothèses ci-dessus, ont été majorés de 3%.

21.1.2. Eléments chiffrés

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
IFC	394	444
Total	394	444

21.2. Médailles du travail

Non significatif.

Note 22. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

22.1. Détail des emprunts

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2010		Echéances du nominal	
	Coût amorti ou juste valeur	Nominal	< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	3 837		1 791	2 046
A la clôture de l'exercice	3 837		1 791	2 046

22.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K €)	Solde au bilan au 30.06.2010	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants	1 718	
Banques créditrices		Euro
Total	1 718	

22.3. Dettes financières diverses

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2010 Coût amorti ou juste valeur	Echéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	544	544	
A la clôture de l'exercice	544	544	

Note 23. Autres passifs non courants

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Provisions pour risques et charges non courantes	0	0
Impôts différés passifs	1 926	2 022
Participation des salariés	0	0
Total	1 926	2 022

Note 24. Autres passifs courants

(en K €)	30/06/2010	30/06/2009
Dettes fiscales et sociales	3 653	3 187
Fournisseurs	5 667	5 259
Clients créditeurs		
Produits constatés d'avance		
Provisions pour risques et charges courantes	757	825
Créditeurs divers	182	331
Total	10 259	9 602

Note 25. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Italie 6 pour	76 K€
- Portugal pour	201 K€
- Sofrade pour	2 475 K€

Soit un total de 2 752 K€

Les engagements reçus représentent 120 K€ (créances assorties de garanties).

Note 26. Rémunération des dirigeants

- Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,
 - Monsieur Jean-Bernard DEVERNOIS, président du conseil de surveillance de la société,
 - Madame Séverine BRUN, directeur général de la société,
 - Madame Zélia BOËL, vice-présidente du conseil de surveillance de la société,
- ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 168 K€ sur le 1er semestre 2010.

Note 27. Passifs éventuels

NEANT

Note 28. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes pris en charges, pour les sociétés du groupe, au titre du 1er semestre 2010, 59 K€.

Note 29. Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

Note 30. Transaction avec les parties liées

Le montant des refacturations de la holding HSTB pour le groupe s'élève pour le 1er semestre 2010 à 115 K€.

Note 31. Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation accumulé correspondant aux droits acquis s'élève à 20 655 heures au 30/06/2010.

Note 32. Eléments significatifs du semestre

NEANT

Note 33. Couvertures de change

La société est exposée à des risques de change en raison de ses transactions en monnaies externes à la zone euro. Les monnaies concernées sont essentiellement le dollar pour les achats de marchandises et la livre sterling et le franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place depuis de nombreuses années et les besoins annuels en dollar sont couverts par des contrats de change à terme. A la fin du premier semestre 2010, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 4 336 K\$ à des taux compris entre 1.24 et 1.40 dollar pour un euro alors que le cours du dollar au 30 juin 2010 était de l'ordre de 1.22. Ces couvertures nous permettent de couvrir nos besoins jusqu'en septembre 2011.

Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couvertures de change. Une exception a été faite pour la livre Sterling où une couverture de 200 K£ sera effective en début du second semestre 2010 du fait d'une possible augmentation des volumes commerciaux avec le Royaume Uni.

Au 30/06/2010, il reste 2 885 KUSD de couverture dollar non utilisée sur des achats à moyen terme non réalisés.

La différence entre le cours de couverture et le cours du 30/06/2010 fait ressortir un montant positif de 99 K€, correspondant à des couvertures de flux de trésorerie futurs à comptabiliser en capitaux propres.

Ce montant étant jugé non significatif, il n'a pas été retraité au 30/06/2010.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société DEVERNOIS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DEVERNOIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1° - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans :

- la note 1.4 « Immobilisations incorporelles » page 6 de l'annexe décrivant la méthode retenue relative à la valorisation des différents fonds de commerce.

2° - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE – le 4 octobre 2010

Les Commissaires aux Comptes

GESCOMM

EXCO FIDOGEST

Valérie GAUMARD
Associée

Frédéric VILLARS
Associé

Membres de la Compagnie Régionale de Lyon

